

### LETTRE OUVERTE À BARACK OBAMA, PRIX NOBEL DE LA PAIX 2009

## « Yes you must ! »

Monsieur le Président,

Membres d'un collectif d'associations luttant depuis longtemps contre les dangers de la prolifération nucléaire, nous avons été surpris, comme vous-même, de ce que vous soit attribué le prestigieux prix Nobel de la paix 2009.

Nous avons apprécié l'humilité avec laquelle vous avez accueilli cette distinction en déclarant que vous ne la méritiez pas. Du moins pas encore !

Ce prix vous confère désormais une responsabilité que, nous n'en doutons pas, vous vous efforcerez d'honorer. Même si nous savons l'urgence des problèmes à résoudre — crises écologique et économique, conflits en Irak, Afghanistan et Israël-Palestine, etc. —, nous voulons cependant insister sur les risques liés au nucléaire militaire et vous suggérer quelques propositions qui nous tiennent à cœur.

En mai 2010 se tiendra à New York la prochaine Conférence d'examen du TNP. Ce Traité de non-prolifération, depuis quelques années, ne semble plus en mesure de conduire seul à un désarmement nucléaire total. Or, votre volonté de parvenir à ce dernier n'a sans doute pas laissé insensible le jury du Prix Nobel. Il faut donc envisager un complément à ce Traité, complément qui pourrait être le projet de Convention d'élimination des armes nucléaires, adressé au Secrétaire général de l'ONU le 17 décembre 2007 par les représentants de la Malaisie et du Costa Rica. Ouverte à tous, ayant trait au désarmement nucléaire et non à la seule non-prolifération, cette convention peut, par étapes, conduire à un désarmement nucléaire total. Plusieurs personnalités, dont d'anciens dirigeants états-uniens et russes, se sont d'ailleurs ralliées à ce projet. Nos ONG demandent ce désarmement pour 2020. La Conférence internationale consacrée au problème de la

sécurité nucléaire que vous proposez en avril 2010 à New York pourrait être l'occasion de faire mettre ce projet de Convention d'élimination des armes nucléaires à l'ordre du jour de la conférence d'examen du TNP !

Par ailleurs la négociation, d'ici fin 2009, du nouveau traité Start avec la

Russie, envisage une réduction à 1 500 têtes nucléaires pour chacun de vos deux pays. Mais si les États-Unis s'engageaient à réduire ce nombre à moins de 1 000, vous donneriez un signal fort auquel des pays tels que la Grande-Bretagne ou la France ne pourraient rester insensibles. Le président français évoque souvent la « disproportion » entre le nombre de têtes nucléaires états-uniennes ou russes et celui des têtes françaises pour justifier que notre pays ne s'engage pas plus avant dans le désarmement !

Enfin un premier geste, symbolique mais déterminant, pourrait consister à augmenter sensiblement le délai d'alerte, aujourd'hui de quelques minutes, des armes nucléaires. La sécurité du monde s'en trouverait améliorée, permettant de passer « d'un climat de menace à un climat de confiance » selon les termes de M<sup>gr</sup> Mamberti, secrétaire du Saint Siège, le 24 septembre dernier lors de la session du Conseil de Sécurité de l'ONU consacrée au « désarmement et non-prolifération nucléaire ».

Nous espérons que le discours que vous prononcerez le 10 décembre prochain à Oslo fera écho à certaines de ces pistes que nous osons vous suggérer ici.

Nous nous engageons à vous soutenir dans vos efforts en ce sens et envisageons en avril et mai prochain un long jeûne de la faim, comme Gandhi savait en faire en fidélité à sa conscience et à sa stratégie non-violente ! Peut-être même oserez-vous vous joindre, ne serait-ce que pour 24 ou 48 heures, à un tel jeûne ?

Veillez croire en tout cas, Monsieur le Président, à notre volonté de poursuivre notre lutte pour léguer à nos enfants, petits-enfants et descendants plus lointains, un monde débarrassé de la menace nucléaire !

Patrick HUBERT

### Nous ne sommes pas seuls à être de « dangereux utopistes » !

Depuis un an, après d'autres (Kissinger, Gorbatchev, Benoît XVI, etc.), des groupes ou personnalités ont pris position :

Le 21 novembre 2008, cinq maires de différentes tendances lançaient un appel aux maires de France : « *En cas d'utilisation volontaire ou accidentelle [des armes nucléaires] nos villes seraient les premières cibles. L'état du monde et les menaces qui émergent nécessitent un engagement de tous pour éliminer ce péril et construire la paix.* ».

La Confédération syndicale internationale, en collaboration avec Mayors for Peace, a lancé une campagne pour le désarmement nucléaire dans laquelle elle se dit « *préoccupée par la perspective d'un renforcement de la prolifération nucléaire* » (cf. <http://www.ituc-csi.org>).

47 scientifiques, dont 30 prix Nobel, réunis à Hiroshima le 9 août dernier, ont lancé un appel « pour un monde libéré des armes nucléaires » : « *Depuis Nagasaki, l'humanité a échappé à la guerre nucléaire bien plus par chance que par sagesse. Il ne sera pas possible de maintenir cette bonne fortune indéfiniment [...]. Un monde sans armes nucléaires est possible, réaliste, nécessaire, urgent.* »

Dans une tribune intitulée « Pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique » (*Le Monde* du 15/10/2009), quatre personnalités dont Michel Rocard et Alain Juppé déclaraient : « *[les cinq puissances nucléaires] doivent engager un processus conduisant de manière planifiée au désarmement complet.* »

## Les Journées du Désarmement nucléaire, un élan pour 2010

Trois jours de travail pour 200 militants de 32 organisations différentes. Ce fut de grands moments pour préparer l'année 2010. Le désarmement nucléaire sera-t-il au rendez-vous ? Comment pouvons nous créer le malaise en France pour obliger nos dirigeants à s'impliquer ? Comment pouvons nous créer le malaise chez nos concitoyens pour dénoncer l'insécurité dans laquelle nous mettent les 20 000 bombes nucléaires en état d'alerte comme pendant la guerre froide ?

Certes, nous partons avec un moral « obamesque », mais force est de constater que les personnalités politiques sollicitées pour travailler avec nous...ont boudé notre rendez-vous. Un appel franc et massif en France pour une Convention d'élimination des armes nucléaires est encore lointain...

**Dominique LALANNE**

### **ACTION DE VIGILANCE POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES**

#### **Jeûne et présence d'interpellation à Paris**

*Tenue noire exigée !*

**vendredi 4 décembre 2009**

- de 8 h à 9 h, pl. J.-Bainville (M° Solférino)
- entre 9 h et 12 h, rdv au bistrot d'en face (côté n° pairs du bd. St-Germain) pour bilan...
- pour présence de 12 h à 13 h : rdv 12 h sur terre-plein angle bd St-Germain et rue Université
- de 16 h à 17 h, pl. J.-Bainville (M° Solférino)

En soutien à l'action non-violente sur place vous êtes invités à **jeûner** sur votre lieu de vie ou à être en **union de pensée** avec les jeûneurs.

Dans un cas comme dans l'autre, vous êtes invités à le faire savoir, avant le 3 décembre, à :  
marie-claude.thibaud@wanadoo.fr  
ou au 06 71 60 05 46

## ESSAIS NUCLÉAIRES

### *Pas de quoi être fiers !*

Après 30 ans d'essais nucléaires imposés aux Polynésiens avec aujourd'hui un développement considérable de cancers et autres maladies.

Après la condamnation de l'État devant les tribunaux pour atteinte à la santé et à la vie de nombreux personnels des essais.

Voilà une nouvelle provocation de la plus haute autorité française déclarant « promouvoir les atolls de Mururoa et Hao comme lieux de mémoire et de fierté territoriale », selon une dépêche de l'AFP en date du 29 octobre 2009.

Une telle déclaration, prévue pour la conclusion des états-généraux de l'Outremer, le 6 novembre est inacceptable. Si les Polynésiens attendent une parole du Président de la République c'est qu'il reconnaisse la responsabilité de l'État pour tous les dommages sanitaires et environnementaux causés au peuple polynésien par les essais nucléaires et qu'il prenne les dispositions pour de justes et entières réparations.

**Bruno BARRILLOT**

## COMMUNIQUÉ DE MORUROA E TATOU

Moruroa e tatou s'élève avec vigueur et indignation contre la proposition du Président de la République de « promouvoir les atolls polynésiens de Mururoa et Hao comme lieux de mémoire et de fierté territoriale ».

Il s'agit d'une véritable provocation jetée à la face de toutes les victimes des essais nucléaires de Moruroa. De plus, l'Élysée voudrait suggérer que cette promotion de Moruroa comme lieu de fierté territoriale serait le fruit de la réflexion des quatre mois d'états généraux. Or ces mois de réflexion de la société civile polynésienne ont plutôt dénoncé le « secret », la « désinformation », la dissimulation délibérée des incidences réelles des expérimentations de Moruroa sur la santé et l'environnement.

Après les méfaits de 30 ans d'essais nucléaires, la plus haute autorité de la France voudrait-elle enfoncer dans la « tête dure » des lointains Polynésiens qu'ils doivent être fiers de s'être sacrifiés au nom de la défense nationale qui n'a pas su imposer l'expérimentation de ses bombes « propres » sur le territoire métropolitain ?

Serions-nous revenus au temps où un autre chef de l'État — le général de Gaulle — proclamait en septembre 1966

place Tarahoi que la grande contrepartie des essais serait le « développement » ? Le silence contre l'argent de la bombe !

On voit ce qu'il en est quarante-trois ans plus tard où l'on nous promet en guise de « feuille de route pour la Polynésie » ce même développement tous azimuts qui n'est jamais venu. Bref encore les sirènes de l'argent du développement contre le silence sur les conséquences désastreuses des essais nucléaires.

Moruroa e tatou ne se contentera pas de cette « loi Morin » qui, en l'état, est bien en-deçà de ce qu'attendent les victimes polynésiennes des essais nucléaires. Comment peut-on avoir confiance dans les promoteurs de cette loi alors que c'est le ministère de la défense responsable des essais qui contrôlera tout le processus d'indemnisation de ses propres victimes ? Comment peut-on avoir confiance dans les promoteurs de cette loi qui, sans craindre d'être la risée internationale comme au temps du nuage de Tchernobyl, écrivent en toutes lettres dans la loi que les retombées des essais nucléaires se déverseraient sélectivement sur quelques îles des Tuamotu et quelques bouts de la presqu'île de Tahiti ? Comment peut-on avoir confiance dans les promoteurs de cette loi alors qu'eux-mêmes ont fait fermer définitivement les archives des essais nucléaires, bouchant ainsi aux victimes l'accès aux preuves de leur contamination ?

Après des années de protestations contre les essais de Moruroa, les nombreuses interventions de l'Église protestante Maohi depuis 1963, les revendications de Moruroa e tatou depuis 2001, les recommandations de la commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie 2005, la prise de position du Conseil économique, social et culturel en 2006, les exigences d'actions de réparation présentées par le Conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires, la condamnation de l'État devant les tribunaux en Métropole comme ici à Tahiti... les représentants de l'État n'ont-ils pas encore compris que l'exigence des Polynésiens tient en ces quelques mots : « Vérité et Justice » et « Réparation pleine et entière ».

Ces conditions remplies, alors, peut-être, pourrions-nous être fiers de la « patrie des droits de l'homme » !

**Moruroa e tatou**